

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Village de Val-David pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire
François Pépin

Date
1.1 28 avril 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	32
Situation financière par organismes	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Val-David

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE VAL-DAVID (la « Municipalité ») incluant ses quotes-parts lui revenant dans les partenariats auxquels elle participe (le « groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2025 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité aurait dû procéder à la comptabilisation, aux 31 décembre 2025 et 2024, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Municipalité, n'ayant pas procédé à l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier consolidé.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2025 et 2024. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2025, tout comme nous l'avons fait pour les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2024 en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que le groupe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés

LISE GUAY, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Sainte-Agathe-des-Monts, le 28 avril 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	12 426 494	12 382 480	11 304 999
Compensations tenant lieu de taxes	2	88 200	59 362	73 003
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 017 851	2 032 980	11 566 626
Services rendus	5	850 600	1 167 201	991 284
Imposition de droits	6	770 000	1 005 967	1 005 004
Amendes et pénalités	7	41 407	47 676	38 133
Revenus de placements de portefeuille	8	17 107	148 628	14 235
Autres revenus d'intérêts	9	105 000	166 182	143 492
Autres revenus	10	18 322	405 396	411 749
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	15 334 981	17 415 872	25 548 525
Charges				
Administration générale	14	2 513 650	2 542 196	2 127 270
Sécurité publique	15	2 042 707	2 060 256	1 882 661
Transport	16	2 771 437	3 453 269	3 169 940
Hygiène du milieu	17	2 358 229	2 998 866	2 738 067
Santé et bien-être	18	12 601	10 572	107 811
Aménagement, urbanisme et développement	19	556 177	518 407	634 553
Loisirs et culture	20	2 408 575	2 528 063	2 402 053
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 177 629	1 272 147	831 402
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	13 841 005	15 383 776	13 893 757
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 493 976	2 032 096	11 654 768
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		45 286 481	33 631 713
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		45 286 481	33 631 713
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		47 318 577	45 286 481

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 622 852	6 922 447
Débiteurs (note 5)	2	9 232 089	10 361 010
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	13 854 941	17 283 457
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 026 839	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 662 942	7 786 482
Revenus reportés (note 11)	12	1 344 134	967 010
Dette à long terme (note 12)	13	31 009 304	31 440 401
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	36 043 219	40 193 893
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(22 188 278)	(22 910 436)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	69 267 642	67 905 719
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	66 263	66 263
Stocks de fournitures	20	146 608	174 872
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	26 342	50 063
	23	69 506 855	68 196 917
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	47 318 577	45 286 481
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	47 318 577	45 286 481
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	47 318 577	45 286 481
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 493 976	2 032 096	11 654 768
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	3 334 129)(	18 240 093)
Produit de cession	3		4 107	76 381
Amortissement	4		1 910 832	1 781 546
(Gain) perte sur cession	5		(2 884)	(22 867)
Réduction de valeur / Reclassement	6		60 151	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 361 923)	(16 405 033)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		28 264	12 368
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		23 721	166 100
	13		51 985	178 468
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 493 976	722 158	(4 571 797)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(22 910 436)	(18 338 639)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(22 910 436)	(18 338 639)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(22 188 278)	(22 910 436)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 032 096	11 654 768
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 910 832	1 781 546
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession immo	4.1	(2 884)	(22 867)
▪ Réduction de la valeur des immos	4.2	60 151	
	5	4 000 195	13 413 447
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 128 921	9 843 685
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(3 121 244)	188 577
Revenus reportés	9	377 124	102 944
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	28 264	12 368
Autres actifs non financiers	13	23 721	166 100
	14	2 436 981	23 727 121
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	5 336 425) (	20 067 626)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	4 107	76 381
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(5 332 318)	(19 991 245)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	)	)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	)	)
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	2 676 401	13 627 808
Remboursement de la dette à long terme	26 (	3 166 365) (	1 394 720)
Variation nette des emprunts temporaires	27	1 026 839	(9 080 610)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	58 867	(172 956)
Autres			
▪	29.1		
	30	595 742	2 979 522
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(2 299 595)	6 715 398
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	6 922 447	207 049
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	6 922 447	207 049
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	4 622 852	6 922 447

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

La Régie incendie des Monts a été constituée conformément à l'article 580 du code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 30 mars 2016.

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs a été constituée conformément à l'article 580 du code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 20 mars 2011.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les partenariats auxquels elle participe.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs et passifs, les revenus et les dépenses consolidés ligne par ligne, de la « Régie incendie des Monts » et de la « Régie intermunicipale des Trois-Lacs », partenariats auxquels elle participe.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la valeur nette de réalisation des stocks et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et des dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la Municipalité sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers consolidés de la Municipalité.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon la méthode d'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, de développement ou de mise en valeur et, le cas échéant. Les durées de vie utile respectives à compter de leur date de mise en service sont les suivantes :

Travaux d'infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	5 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée résiduelle du bail
Véhicules	2 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 20 ans

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

F) Revenus

Taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Le poste « Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) » est établi en vertu de diverses modalités prévues au Manuel de la présentation de l'information financière municipale.

Le poste de DCTP de la Municipalité est créé aux fins suivantes :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : Représente le solde de la dette à long terme relative à des activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes concernées. Ce montant ne fait l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.
- Financement des activités de fonctionnement : Représente la part des frais reportés financés à long terme qui n'a pas encore été imputée aux activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au même rythme que l'amortissement des frais reportés concernés, soit linéairement sur cinq ans. Cet amortissement fait l'objet d'une affectation créditrice aux activités de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Municipalité a choisi d'inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 622 852	6 922 447
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 622 852	6 922 447
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 622 852	6 922 447
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	3 998 239	1 049 798
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	1 208 000	

Note**5. Débiteurs**

		2025	2024
Taxes municipales	9	1 150 182	1 040 770
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	1 882	8 451
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 235 206	6 682 286
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	207 726	1 928 741
Organismes municipaux	13	39 824	82 409
Autres			
▪ Entreprises, org. et individus	14.1	343 516	298 188
▪ Droits de mutations	14.2	253 753	320 165
	15	9 232 089	10 361 010
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 813 295	2 662 145
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 813 295	2 662 145
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	9 770	46 114
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	6 403 573	5 822 901
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	401 960	537 987
Ministère de la Culture et des Communications	26	11 350	18 617
Autres ministères/organismes	27	418 323	302 781
	28	7 235 206	6 682 286

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 7 113 584 \$ (2024 - 8 376 035 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et les autres débiteurs encaissables sur plusieurs exercices totalisent 2 813 295 \$, portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,11 % et viennent à échéance de 2031 à 2044. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

2026	-	243 851 \$
2027	-	224 898 \$
2028	-	230 366 \$
2029	-	236 015 \$
2030	-	241 851 \$
2031 et plus	-	1 636 314 \$

6. Prêts

	2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29	
Prêts à un fonds d'investissement	30	
Autres		
▪	31.1	
	32	
Provision pour moins-value déduite des prêts	33	

Note

7. Placements de portefeuille

	2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	34	
Autres placements	35	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	36	
Autres placements	37	
	38	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40	

Note

8. Autres actifs financiers

	2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	
Autres		
▪	42.1	
	43	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

9. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 500 000 \$ au 31 décembre 2025, portant intérêt au taux préférentiel.

De plus, la Municipalité dispose, au 31 décembre 2025, de prêts à terme spécifiques pour un projet d'investissement, dont le montant autorisé est de 23 556 347 \$ et portent intérêt au taux de 4,45 %.

La Régie incendie des Monts dispose d'une marge de crédit de fonctionnement d'un montant maximum autorisé de 675 000 \$ au 31 décembre 2025 portant intérêt au taux préférentiel.

De plus, en attente de l'encaissement de subventions dans le cadre d'infrastructures, la Régie incendie des Monts dispose de deux prêts à demande autorisés de montants de 7 765 000 \$ et de 7 765 000 \$ au 31 décembre 2025 et le tout portant intérêt au taux préférentiel. Aussi, les deux facilités de crédits de la Régie incendie des Monts sont utilisées pour un montant de 2 250 000 \$ chacune au 31 décembre 2025 et la quote-part revenant à la Municipalité sur le solde des facilités de crédits est de 1 026 839 \$.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	1 210 944	575 248
Salaires et avantages sociaux	45	686 441	849 097
Dépôts et retenues de garantie	46	544 872	2 964 064
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Transfert à remettre à la SHQ - Accès Logis	48.1		3 186 256
▪ Organismes municipaux	48.2	5 535	5 127
▪ Intérêts courus	48.3	162 293	156 563
▪ Autres courus et passifs	48.4	52 857	50 127
	49	2 662 942	7 786 482

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les avantages sociaux à payer, est d'un montant de 2 256 407 \$ (2024 - 7 479 981 \$) .

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	115 215	76 104
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Soutien à la coopération intermunicipale du Fonds régions et ruralité	55.1	32 609	83 504
▪ Association des parcs régionaux du Québec - Bonification des infras.	55.2	9 157	
▪ Divers	55.3		5 000
▪ TECQ 2024-2028	55.4	333 908	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	348	522
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	696 646	716 977
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60	70 000	
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Cartes de membres annuelles pour le parc	62.1	68 996	67 430
▪ Divers	62.2	17 255	17 473
	63	1 344 134	967 010

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 348 \$ (2024 - 522 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 116 484 \$ (2024 - 202 712 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent respectivement de 522 \$ (2024 - 16 020 \$) et de 136 815 \$ (2024 - 63 946 \$).

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 375 674 \$ (2024 - 88 504 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement à la mise au norme du garage municipal, des conduites et des puits, à la bonification des infrastructures de loisirs et au partage d'une ressource en urbanisme et aux loisirs. Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe concernant les paiements de transferts s'élèvent à 343 065 \$ (2024 - 0 \$). Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Municipalité respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 55 895 \$ (2024 - 132 085 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,62	5,63	2026	2064	64	31 288 535	31 778 499
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	31 288 535	31 778 499
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(279 231)	(338 098)
					72	31 009 304	31 440 401

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		2 534 935			2 534 935
2027	74		7 230 631			7 230 631
2028	75		6 846 242			6 846 242
2029	76		12 669 504			12 669 504
2030	77		1 952 774			1 952 774
2031 et plus	78		54 449			54 449
	79		31 288 535			31 288 535
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		31 288 535			31 288 535

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices incluent le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2026 - 894 500 \$
2027 - 5 626 585 \$
2028 - 5 696 000 \$
2029 - 12 024 696 \$
2030 - 1 721 052 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	225 437
Autres régimes (REER et autres)	88	176 219
Régimes de retraite des élus municipaux	89	22 268
	90	247 705
		199 693

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	() ()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

La direction n'a pas procédé à l'identification et à l'évaluation de ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la date des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	15 539 583	835 647		16 375 230
Eaux usées	102	10 478 693			10 478 693
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	13 646 958			13 646 958
Autres					
▪ Autres	104.1	1 709 301	48 310		1 757 611
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	4 403 886	14 688	696	4 417 878
Améliorations locatives	107	7 685		96	7 589
Véhicules	108	4 387 669	250 416	62 668	4 575 417
Ameublement et équipement de bureau	109	438 657	32 624	3 837	467 444
Machinerie, outillage et équipement divers	110	3 911 198	351 533	28 809	4 233 922
Terrains	111	8 244 055	401 969	17 799	8 628 225
Autres	112	25 102			25 102
	113	62 792 787	1 935 187	113 905	64 614 069
Immobilisations en cours	114	35 010 615	1 398 942	6 272	36 403 285
	115	97 803 402	3 334 129	120 177	101 017 354
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	5 522 019	369 215		5 891 234
Eaux usées	117	8 144 346	226 031		8 370 377
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	8 224 055	563 220		8 787 275
Autres					
▪ Autres	119.1	954 002	59 300		1 013 302
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 072 055	108 967	696	2 180 326
Améliorations locatives	122	4 882	606	61	5 427
Véhicules	123	2 261 037	348 943	28 469	2 581 511
Ameublement et équipement de bureau	124	427 074	9 547	3 660	432 961
Machinerie, outillage et équipement divers	125	2 263 111	225 003	25 917	2 462 197
Autres	126	25 102			25 102
	127	29 897 683	1 910 832	58 803	31 749 712
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	67 905 719			69 267 642
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	66 263	66 263
	135	66 263	66 263
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	66 263	66 263

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Autres	143.1	26 342	50 063
Autres			
▪	144.1		
	145	26 342	50 063

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 1 180 048 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des quatre prochains exercices sont les suivants :

2026	-	724 676 \$
2027	-	310 906 \$
2028	-	115 748 \$
2029	-	28 718 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Régie incendie des Monts s'est engagée auprès de différents fournisseurs, la quote-part revenant à la Municipalité sur le solde des engagements suivants ces contrats s'établit à 53 496 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2026	-	26 546 \$
2027	-	25 911 \$
2028	-	961 \$
2029	-	78 \$

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2025, les réclamations pendantes contre la Municipalité, à l'exception de la réclamation relative à l'acquisition de terrains par expropriations décrite à la section « Autres », s'élèvent à 20 460 371 \$.

Elles comprennent notamment une poursuite de 7 550 725 \$ relativement à l'imposition par la Municipalité d'un avis de réserve foncière sur certains lots de son territoire ainsi qu'une poursuite de 12 338 461 \$ en lien avec l'incendie d'un commerce sur le territoire de la Municipalité.

De l'avis de la direction, il est présentement impossible de prévoir le dénouement de ces poursuites, ainsi que les montants que la Municipalité pourrait être appelée à verser. Aucune provision n'a été constatée aux états financiers consolidés au 31 décembre 2025.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

D) Autres

Au cours de l'année 2021, la Municipalité s'est portée acquéreur d'un terrain par expropriation en contrepartie d'une offre d'indemnisation de 130 000 \$, dont un montant de 91 000 \$ a été versé.

De plus, au cours de l'année 2022, le Tribunal administratif du Québec a rendu une décision incidente suivant une requête en expropriation totale déposée par la société qui était propriétaire du terrain acquis par expropriation en 2021, dans laquelle il ordonne notamment à la Municipalité d'acquérir par expropriation huit (8) lots additionnels. La décision incidente a été portée en appel par la Municipalité en 2023 et 2024. Ces appels ont été rejetés et la Cour a ordonné à la Municipalité d'acquérir la totalité des lots. Le 30 janvier 2026, la Municipalité s'est portée acquéreur des huit (8) lots additionnels par expropriation en contrepartie d'une offre d'indemnisation de 2 546 430 \$, dont des montants de 1 782 501 \$ financé par règlement d'emprunt et 180 000 \$ financés par le surplus affecté ont été versés suite à la prise de possession des terrains.

De l'avis de la direction, il est présentement impossible de prévoir les montants finaux que la Municipalité devra verser pour acquérir l'ensemble de ces lots puisque l'expropriée réclame à la Municipalité un montant de 13 666 149 \$ plutôt que les offres d'indemnisations offertes par la Municipalité totalisant 2 676 430 \$. Seul le montant de l'offre d'indemnité de 130 000 \$ pour le terrain acquis en 2021 a été comptabilisé et aucune provision n'a été constatée aux états financiers consolidés au 31 décembre 2025.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Municipalité a acquis des immobilisations corporelles au montant de 1 055 425 \$ (2024 - 3 057 721 \$) présentées dans les créiteurs et les charges à payer au 31 décembre 2025.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Municipalité et des budgets adoptés par les partenariats auxquels elle participe, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Municipalité est également présentée dans les informations sectorielles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, les mutations et les amendes et pénalités, et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, est composée de comptes se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Non en souffrance	156 744 \$	142 966 \$
En souffrance		
moins de 3 mois	70 490 \$	73 171 \$
de 3 à 6 mois	11 084 \$	9 517 \$
de 7 à 12 mois	13 553 \$	12 099 \$
plus de 12 mois	<u>30 635 \$</u>	<u>30 254 \$</u>
	282 506 \$	268 007 \$
Moins la provision pour créances douteuses	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>
	<u><u>282 506 \$</u></u>	<u><u>268 007 \$</u></u>

La Municipalité est d'avis qu'aucune provision pour créances douteuses n'est requise pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2025	<u>Moins d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunt temporaire	1 026 839 \$	- \$	- \$	- \$	1 026 839 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 256 407 \$	- \$	- \$	- \$	2 256 407 \$
Dettes à long terme	<u>2 534 935 \$</u>	<u>14 076 873 \$</u>	<u>14 622 278 \$</u>	<u>54 449 \$</u>	<u>31 288 535 \$</u>
	<u><u>5 818 181 \$</u></u>	<u><u>14 076 873 \$</u></u>	<u><u>14 622 278 \$</u></u>	<u><u>54 449 \$</u></u>	<u><u>34 571 781 \$</u></u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

31 décembre 2024	<u>Moins d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	7 479 981 \$	- \$	- \$	- \$	7 479 981 \$
Dettes à long terme	<u>3 123 881 \$</u>	<u>9 426 892 \$</u>	<u>19 146 043 \$</u>	<u>81 683 \$</u>	<u>31 778 499 \$</u>
	<u>10 603 862 \$</u>	<u>9 426 892 \$</u>	<u>19 146 043 \$</u>	<u>81 683 \$</u>	<u>39 258 480 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque des la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont la dette à long terme et les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires.

Considérant que la Municipalité comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Municipalité prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2025 d'un montant de 35 699 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	11 304 999	12 426 494	12 382 480		12 382 480
Compensations tenant lieu de taxes	2	73 003	88 200	59 362		59 362
Quotes-parts	3					1 257 569
Transferts	4	1 056 804	808 882	1 011 069		1 013 205
Services rendus	5	896 165	831 754	1 057 435		1 167 201
Imposition de droits	6	1 005 004	770 000	1 005 967		1 005 967
Amendes et pénalités	7	29 520	38 000	39 667		47 676
Revenus de placements de portefeuille	8	5 761	14 000	140 578		148 628
Autres revenus d'intérêts	9	143 396	105 000	166 068		166 182
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					212 960
Autres	11	99 094	10 000	18 258		37 363
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	14 613 746	15 092 330	15 880 884		1 635 967
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					22 701
Transferts	16	10 497 379		117 559		902 216
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					
Autres	19	299 286		136 815		136 815
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	10 796 665		254 374		924 917
	23	25 410 411	15 092 330	16 135 258		2 560 884
						17 415 872

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus	24	25 410 411	15 092 330	16 135 258		2 560 884	17 415 872
Charges							
Administration générale	25	2 108 948	2 513 650	2 511 043	31 153		2 542 196
Sécurité publique	26	1 871 755	2 096 571	2 151 063	1 455	751 449	2 060 256
Transport	27	2 295 925	2 771 437	2 567 128	886 141		3 453 269
Hygiène du milieu	28	2 285 912	2 246 726	2 068 302	645 348	721 775	2 998 866
Santé et bien-être	29	107 811	12 601	6 294	4 278		10 572
Aménagement, urbanisme et développement	30	626 046	556 177	510 043	8 364		518 407
Loisirs et culture	31	2 259 960	2 408 575	2 382 821	145 242		2 528 063
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	778 499	1 119 962	1 217 525		54 622	1 272 147
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	1 662 540		1 721 981 (	1 721 981)		
	36	13 997 396	13 725 699	15 136 200		1 527 846	15 383 776
Excédent (déficit) lié aux activités	37	11 413 015	1 366 631	999 058		1 033 038	2 032 096

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	11 413 015	1 366 631	999 058	1 033 038	2 032 096
Moins : revenus d'investissement	2 (	10 796 665) (	) (	254 374) (	924 917) (	1 156 590)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	616 350	1 366 631	744 684	108 121	875 506
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 662 540		1 721 981	188 851	1 910 832
Produit de cession	5	72 650		3 000	1 107	4 107
(Gain) perte sur cession	6	(21 205)		(3 000)	116	(2 884)
Réduction de valeur / Reclassement	7				60 151	60 151
	8	1 713 985		1 721 981	250 225	1 972 206
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	222 972		9 860		9 860
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 032 444) (	1 355 300) (	1 307 200) (	193 565) (	1 500 765)
	18	(809 472)	(1 355 300)	(1 297 340)	(193 565)	(1 490 905)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	(108 679)) (	) (	104 055) (	11 912) (	115 967)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	281 691	50 000	267 756	1 841	269 597
Excédent de fonctionnement affecté	21	393 630		137 648	29 708	167 356
Réserves financières et fonds réservés	22	(156 538)	(61 331)	(83 437)	(15 352)	(98 789)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(206 918)		46 882		46 882
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	420 544	(11 331)	264 794	4 285	269 079
	26	1 325 057	(1 366 631)	689 435	60 945	750 380
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 941 407		1 434 119	169 066	1 625 886

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	10 796 665	254 374	924 917	1 156 590
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	13 911)(	264 166)(	) (	264 166)
Sécurité publique	3 (	) (	) (	1 382 818)(	1 382 818)
Transport	4 (	1 221 877)(	830 744)(	) (	830 744)
Hygiène du milieu	5 (	15 656 052)(	198 907)(	91 981)(	290 888)
Santé et bien-être	6 (	980 050)(	230 859)(	) (	230 859)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	) (	) (	)
Loisirs et culture	8 (	186 241)(	334 654)(	) (	334 654)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	18 058 131)(	1 859 330)(	1 474 799)(	3 334 129)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	) (	) (	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	13 383 428	705 140	138 901	844 041
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	(108 679)	104 055	11 912	115 967
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	265 268	979 204	8 035	987 239
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	184 344	304 866	29 810	334 676
	19	340 933	1 388 125	49 757	1 437 882
	20	(4 333 770)	233 935	(1 286 141)	(1 052 206)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	6 462 895	488 309	(361 224)	104 384

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 761 711	4 472 028	150 824	4 622 852
Débiteurs (note 5)	2	10 285 104	8 022 921	1 209 168	9 232 089
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	17 046 815	12 494 949	1 359 992	13 854 941
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			1 026 839	1 026 839
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 685 467	2 216 827	446 115	2 662 942
Revenus reportés (note 11)	12	949 537	1 326 879	17 255	1 344 134
Dette à long terme (note 12)	13	30 019 102	29 642 669	1 366 635	31 009 304
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	38 654 106	33 186 375	2 856 844	36 043 219
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(21 607 291)	(20 691 426)	(1 496 852)	(22 188 278)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	66 248 845	66 386 192	2 881 450	69 267 642
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	66 263	66 263		66 263
Stocks de fournitures	20	172 809	144 444	2 164	146 608
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	35 896	10 105	16 237	26 342
	23	66 523 813	66 607 004	2 899 851	69 506 855
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	3 675 698	1 668 916	303 417	1 972 333
Excédent de fonctionnement affecté	25	156 479	1 212 770	6 693	1 219 463
Réserves financières et fonds réservés	26	922 727	1 701 298	14 024	1 715 322
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	28	1 101 914	1 590 225	(435 952)	1 154 273
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	39 059 704	39 742 369	1 514 817	41 257 186
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	44 916 522	45 915 578	1 402 999	47 318 577
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2025	2025	2025	2024
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	4 366 728	4 095 871	4 687 315	4 465 237
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	1 023 309	917 272	1 022 988	884 343
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	4 597 310	4 576 469	5 082 131	4 540 184
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 111 962	1 217 525	1 270 112	824 378
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	8 000		2 035	7 024
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 326 970	2 272 178	1 067 158	1 017 585
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	260 500	261 396	261 396	332 523
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		1 721 981	1 910 832	1 781 546
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1	30 920	73 508	79 809	40 937
	22	13 725 699	15 136 200	15 383 776	13 893 757

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 972 333	3 849 298
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 219 463	187 758
Réserves financières et fonds réservés	3	1 715 322	930 909
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	1 154 273	1 023 235
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	41 257 186	39 295 281
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	47 318 577	45 286 481
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 668 916	3 675 698
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	303 417	173 600
	11	1 972 333	3 849 298
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice subséquent	12.1		50 000
▪ Fonds d'indemnisation sablière	12.2	3 029	3 029
▪ Changement climatique	12.3	474 740	18 573
▪ Subvention intérêts dette LT	12.4	41 062	81 877
▪ Fondation Rivières	12.5		3 000
▪ Mesures d'urgences	12.6	500 000	
▪ Travaux de maintien - Bâtiment	12.7	153 000	
▪ Autres	12.8	40 939	
	13	1 212 770	156 479
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RIDM	14.1	6 693	31 279
	15	6 693	31 279
	16	1 219 463	187 758

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪	18.1		
	19		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	1 497 650	666 571
Organismes contrôlés et partenariats	24	14 024	8 182
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27	173 368	173 368
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	30 280	82 788
Autres			
▪	32.1		
	33	1 715 322	930 909
	34	1 715 322	930 909

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(
Autres	39 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(
	41 (	)(
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(
Autres		
▪	45.1 (	)(
	46 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	210 541)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(
Autres		
▪	54.1 (	)(
	55 (	210 541)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	210 541
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	257 423
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	210 541
	62 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	1 876 954	2 076 269
Investissements à financer	64 (	722 681)(	1 053 034)
	65	1 154 273	1 023 235
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	69 267 642	67 905 719
Propriétés destinées à la revente	67	66 263	66 263
Prêts	68		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	69 333 905	67 971 982
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	69 333 905	67 971 982
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74 (	31 009 304)(	31 440 401)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	279 231)(	338 098)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	3 001 275	2 844 375
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	210 541	257 423
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78		
	79 (	28 076 719)(	28 676 701)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)(	)
	81 (	28 076 719)(	28 676 701)
	82	41 257 186	39 295 281

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8	43	
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA du nouveau volet (en années)	46	
DMERCA de l'ancien volet (en années)	47	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	48	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	49	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	50	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	51	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	52.1	%
Autres hypothèses économiques		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite des employés

La Municipalité a un régime à cotisations déterminées garantissant le paiement d'avantages complémentaires de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi à tous ses salariés.

La politique de capitalisation de la Municipalité consiste à verser au régime des cotisations annuelles dont les montants sont équivalents aux montants versés par les employés.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	225 437	176 219
	110	225 437	176 219

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	6

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités.

Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	5 388	5 741
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	18 157	19 347
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	4 111	4 127
	121	22 268	23 474

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2025	2025	2025	2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	6 056 695	5 975 077	6 035 805
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 310 384	1 308 217	962 945
Activités de fonctionnement	3	2 431 945	2 427 597	2 202 009
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	130 268	130 836	133 159
Activités de fonctionnement	8	573 082	581 191	200 611
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	10 502 374	10 422 918	9 534 529
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	517 240	518 824	479 425
Égout	13	370 619	382 092	260 165
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 006 261	1 022 144	997 567
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
▪				
Centres d'urgence 9-1-1	18	30 000	36 502	33 313
Service de la dette	19			
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	1 924 120	1 959 562	1 770 470
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	1 924 120	1 959 562	1 770 470
	28	12 426 494	12 382 480	11 304 999

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	17 000	10 894	10 894
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	67 000	43 969	43 969
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	84 000	54 863	54 863
				68 813
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	4 200	4 499	4 499
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	4 200	4 499	4 499
				4 190
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	88 200	59 362	59 362
				73 003

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2025	2025	2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			22 570
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51		2 136	2 758
Sécurité civile	52			210 147
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	9 387	20 489	26 639
Enlèvement de la neige	55	10 000	10 117	9 841
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	56 362	60 445	60 404
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	84 000	93 319	103 994
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			655
Autres	77			3 000
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80	44 000	60 940	60 940
Rénovation urbaine	81			80 737
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	22 174	22 174	2 202
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	23 178	49 572	49 572
Autres	86	15 000	17 000	1 532
Réseau d'électricité	87			
	88	241 927	334 056	336 192
				524 479

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2025	2025	2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92		902 216	
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95			52 803
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			
Réseau de distribution de l'eau potable	106	1 092	1 092	10 378 116
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	116 467	116 467	66 460
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	117 559	1 019 775	10 497 379

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 130				
Péréquation 131				
Neutralité 132				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 133				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 134	160 000	270 058	270 058	255 860
Fonds de développement des territoires 135				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 136				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 137	406 955	406 955	406 955	288 908
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 138				
Autres 139				
	140	566 955	677 013	544 768
TOTAL DES TRANSFERTS 141	808 882	1 128 628	2 032 980	11 566 626

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148		52 282	51 739
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151		52 282	51 739
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159	370	479	455
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161	153 127	196 215	79 064
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	642	774	774
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163		3 998	5 650
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	154 139	197 468	85 943

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			9 353
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			9 353
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183			
Réseau d'électricité	184			
	185	154 139	197 468	253 748
				147 035

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2025	2025	2025	2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	37 600	32 214	20 668
	189	37 600	32 214	20 668
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile	193		53 486	37 730
Autres	194			
	195		53 486	37 730
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	4 500	4 863	11 376
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	4 500	4 863	11 376
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	20 150	29 696	33 437
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208		15 276	5 370
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	9 000	5 750	5 040
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	29 150	50 722	43 847

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223	5 750	17 883	17 883
Autres	224			10 952
	225	5 750	17 883	10 952
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	594 940	745 612	713 387
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	1 975	3 827	2 413
Autres	228	3 700	4 846	3 876
	229	600 615	754 285	719 676
Réseau d'électricité	230			
	231	677 615	859 967	844 249
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	831 754	1 057 435	991 284

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 233	70 000	63 405	63 405	75 330
Droits de mutation immobilière 234	700 000	942 501	942 501	929 582
Droits sur les carrières et sablières 235		61	61	92
Autres 236				
	237	770 000	1 005 967	1 005 004
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	38 000	39 667	47 676
				38 133
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	14 000	140 578	148 628
				14 235
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	105 000	166 068	166 182
				143 492
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 241		3 000	2 884	22 867
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 242				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 243				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 244				
Contributions des promoteurs 245				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 246				
Contributions des organismes municipaux 247				
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 248			212 960	
Autres 249				
Redevances réglementaires 250				
Autres 251	10 000	152 073	189 552	388 882
	252	10 000	155 073	405 396
				411 749
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	257 379	223 894		223 894	223 894	241 447
Greffé et application de la loi	2	537 524	424 486		424 486	424 486	397 394
Gestion financière et administrative	3	1 214 401	1 228 814	31 153	1 259 967	1 259 967	1 042 729
Évaluation	4	101 251	100 590		100 590	100 590	94 244
Gestion du personnel	5	181 122	191 064		191 064	191 064	136 575
Autres							
▪ Autres	6.1	221 973	342 195		342 195	342 195	214 881
	7	2 513 650	2 511 043	31 153	2 542 196	2 542 196	2 127 270
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 248 090	1 254 592		1 254 592	1 254 592	1 143 629
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	768 461	768 461	1 455	769 916	677 654	663 493
Sécurité civile	11	15 831	13 855		13 855	13 855	11 753
Autres	12	64 189	114 155		114 155	114 155	63 786
	13	2 096 571	2 151 063	1 455	2 152 518	2 060 256	1 882 661
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 006 894	856 672	812 333	1 669 005	1 669 005	1 747 089
Enlèvement de la neige	15	1 116 443	1 109 287	22 559	1 131 846	1 131 846	794 499
Éclairage des rues	16	60 832	65 441		65 441	65 441	65 847
Circulation et stationnement	17	63 369	60 165		60 165	60 165	55 229
Transport collectif							
Transport en commun	18	68 479	65 736		65 736	65 736	62 488
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	455 420	409 827	51 249	461 076	461 076	444 788
	22	2 771 437	2 567 128	886 141	3 453 269	3 453 269	3 169 940

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	235 651	240 430	38 973	279 403	279 403	254 856
Réseau de distribution de l'eau potable	24	295 464	406 842	332 692	739 534	739 534	666 223
Traitement des eaux usées	25	424 721	145 069	87 763	232 832	232 832	225 132
Réseaux d'égout	26	108 900	74 993	149 779	224 772	224 772	219 996
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	189 639	181 104	36 141	217 245	233 187	229 191
Élimination	28	270 334	270 334		270 334	270 334	244 579
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29					222 301	183 410
Tri et conditionnement	30						118 923
Matières organiques							
Collecte et transport	31	301 266	295 028		295 028	342 001	273 512
Traitement	32	49 675	49 675		49 675	49 675	49 884
Matériaux secs	33	212 944	212 944		212 944	212 944	149 421
Autres	34	12 084	15 382		15 382	15 382	13 271
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	146 048	176 501		176 501	176 501	109 669
Autres	39						
	40	2 246 726	2 068 302	645 348	2 713 650	2 998 866	2 738 067
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	12 601	6 294	4 278	10 572	10 572	107 811
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45	12 601	6 294	4 278	10 572	10 572	107 811

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2025	2024	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	469 769	422 597	1 372	423 969	423 969	553 892
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	37 016	43 042		43 042	43 042	34 388
Tourisme	50	49 392	44 404	6 992	51 396	51 396	46 273
Autres	51						
Autres	52						
	53	556 177	510 043	8 364	518 407	518 407	634 553
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54		45 724	33 931	79 655	79 655	88 343
Patinoires intérieures et extérieures	55	91 027	95 501	4 224	99 725	99 725	116 964
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57	428 966	400 018	48 748	448 766	448 766	491 948
Parcs régionaux	58	664 891	666 741	35 681	702 422	702 422	676 293
Expositions et foires	59	27 600	39 587		39 587	39 587	49 212
Autres	60	516 301	489 081	12 590	501 671	501 671	371 100
	61	1 728 785	1 736 652	135 174	1 871 826	1 871 826	1 793 860
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	309 701	302 373	9 162	311 535	311 535	306 712
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	370 089	343 796	906	344 702	344 702	301 481
	67	679 790	646 169	10 068	656 237	656 237	608 193
	68	2 408 575	2 382 821	145 242	2 528 063	2 528 063	2 402 053

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 111 962	1 127 383		1 127 383	1 179 970	775 543
Autres frais	71		90 142		90 142	90 142	48 835
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	8 000				2 035	7 024
	74	1 119 962	1 217 525		1 217 525	1 272 147	831 402
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		1 721 981 (	1 721 981)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	177 639	177 639	1 604 490
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			13 610 774
Conduites d'égout	4	7 418	7 418	424 403
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	67 730	67 730	530 528
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	161 107	161 107	53 629
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	560 372	560 372	156 245
Édifices communautaires et récréatifs	14	141 464	141 464	
Améliorations locatives	15			407
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	142 111	236 695	188 000
Ameublement et équipement de bureau	18	28 877	32 624	1 435
Machinerie, outillage et équipement divers	19	170 643	359 689	172 793
Terrains	20	401 969	401 969	1 382 482
Autres	21		1 187 422	114 907
	22	1 859 330	3 334 129	18 240 093

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	177 639	177 639	1 604 490
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			13 610 774
Conduites d'égout	4	7 418	7 418	424 403
Autres infrastructures	5	228 837	228 837	584 157
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 445 436	2 920 235	2 016 269
	12	1 859 330	3 334 129	18 240 093

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	10 966 501	71 500	341 943	10 696 058
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	17 967 623	1 051 901	1 428 322	17 591 202
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	28 934 124	1 123 401	1 770 265	28 287 260
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 662 145	345 000	193 850	2 813 295
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	2 662 145	345 000	193 850	2 813 295
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	182 230		(5 750)	187 980
	15	2 844 375	345 000	188 100	3 001 275
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 844 375	345 000	188 100	3 001 275
	19	31 778 499	1 468 401	1 958 365	31 288 535
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21		1 208 000	1 208 000	
Dette à long terme	22	31 778 499	2 676 401	3 166 365	31 288 535

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dettes à long terme	1	29 921 900	30 357 200
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	286 732	974 355
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dettes en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8	2 813 297	2 662 145
Autres montants	9	187 980	182 230
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 545 392	1 868 986
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	25 661 963	26 618 194
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13	1 825 631	1 513 049
Endettement net à long terme	14	27 487 594	28 131 243
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	639 622	650 904
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	28 127 216	28 782 147
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	28 127 216	28 782 147
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale					
Greffé et application de la loi	1				
Évaluation	2	101 251	100 590	100 590	94 244
Autres	3	204 369	205 043	205 043	186 918
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	768 461	768 461		
Sécurité civile	6	5 734	5 696	5 696	6 260
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	58 879	57 475	57 475	55 531
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	976 795	976 518	539 959	559 257
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16	1 101	5 084	5 084	1 082
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	37 016	36 774	36 774	34 388
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	149 686	97 154	97 154	54 569
Activités culturelles	23	23 678	19 383	19 383	25 336
Réseau d'électricité	24				
	25	2 326 970	2 272 178	1 067 158	1 017 585

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		27 256
Charges sociales	2		3 891
Biens et services	3	1 859 330	16 986 749
Frais de financement	4		1 040 235
Autres	5		
	6	1 859 330	18 058 131

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	13,06	35,00	24 857,88	1 358 947	348 482	1 707 429
Professionnels	2						
Cols blancs	3	23,62	35,00	37 377,05	1 211 702	239 706	1 451 408
Cols bleus	4	19,83	40,00	42 912,43	1 355 477	299 367	1 654 844
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	56,51		105 147,36	3 926 126	887 555	4 813 681
Élus	9	7,00			169 745	29 717	199 462
	10	63,51			4 095 871	917 272	5 013 143

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	60 445	1 092			61 537
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	950 624	116 467			1 067 091
	7	1 011 069	117 559			1 128 628

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	40 456	14 585
	4	40 456	14 585
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	508 646	413 520
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	508 646	413 520
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	165 037	145 852
Traitement des eaux usées	19	224 586	29 825
Réseaux d'égout	20	132 689	41 544
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	522 312	217 221
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	9 938	10 527
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32	9 938	10 527
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	16	13
Autres	36		
	37	16	13
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	135 960	122 343
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	197	290
	41	136 157	122 633
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 217 525	778 499

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Bernard, Derek	1.1	Maire suppléant	2 230	1 115		
Dupuis, Sandrine	1.2	Conseiller	1 870	935		
Séguin, Guy	1.3	Conseiller	12 467	6 233		
Forêt, Dominique	1.4	Maire	38 553	17 306		
Forêt, Dominique (MRC des Laurentides)	1.5	Maire			6 289	
Forêt, Dominique (RITL)	1.6	Maire			3 816	
Forêt, Dominique (RIDM)	1.7	Maire			1 800	
Giasson, Jean-François	1.8	Maire suppléant	12 678	6 339		
Giasson, Jean-François	1.9	Maire suppléant			260	130
Godin, Patrice	1.10	Conseiller	1 870	935		
Lachaine, Christian	1.11	Conseiller	12 467	6 233		
Paquin, Manon	1.12	Conseiller	12 467	6 233		
Rocheleau, Jean-Claude	1.13	Maire	6 781	2 988		
Rocheleau, Jean-Claude (MRC)	1.14	Maire			779	
Rocheleau, Jean-Claude (RITL)	1.15	Maire			150	
Schwab, Stéphane	1.16	Conseiller	10 631	5 316		
	2		112 014	53 633	13 094	130

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 2 110 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 348 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

47 ☒ ☐
 48 _____ 116 484 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

49 ☒ ☐
 50 _____ 239 768 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

51 ☐ ☒
 52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67 ☐ ☒
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025
- 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
- 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

89 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

92 _____ 2021-06-162

- b) Date d'adoption de la résolution

93 _____ 2021-06-08

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-----|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 530 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 255 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input style="width: 30px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/> <input style="width: 30px; height: 20px; border: 1px solid black; text-align: center; margin-left: 20px;" type="checkbox" value="X"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 François Pépin

Adresse courriel du directeur général

10 dg@valdavid.com

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-08 13:00